Chasse gardée à Zurich

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1980)**

Heft 553

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1022463

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

MUSCLES

Patriotisme argovien pas mort

Depuis une année environ, le Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie confie l'examen des plaintes concernant les émissions de la radio et de la télévision à une commission consultative présidée par Oscar Reck, par ailleurs journaliste redouté, l'un des meilleurs connaisseurs des coulisses fédérales et massmediatiques.
Sur la douzaine de plaintes examinées à ce jour, la Commission Reck vient d'en «recevoir» une, pour violation de la concession SSR. Il s'agit d'une émission de la TV suisse-alémanique, de la (bonne) série «CH-Magazin» (genre Tell quel), plus précisément d'une séquence sur le refus de payer la part de l'impôt fédéral direct destinée au financement du militaire.
Deux organisations avaient attaqué l'émission en question: le Groupe argovien de lutte contre la manipulation des media (AGM), mini-organisation créée en 1977, proche du Club Hofer et quasiment la section argovienne de la Fédération suisse des téléspectateurs et auditeurs. Ce club super-étroit de téléspectateurs ultra-réactionnaires est en fait l'émanation récente de l'autre signataire de la plainte précitée, la Société patriotique argovienne (AVV). Créée en novembre 1918, cette Association forme et fournit le personnel politique radical, conservateur et UDC du puissant canton d'Argovie, patrie de BBC, Motor-Columbus, Ringier, etc. Ces dernières années, l'AVV s'est signalée par sa campagne de soutien au «malheureux Cincera» et à la police de Gösgen, et par ses attaques incessantes contre la TV et autres mass-media noyeautés par les gauchistes-autogestionnaires-antimilitaristes-intellectuels.

Entré (comme Vaud, autre bastion du conservatisme actif) en 1803 dans la Confédération, le canton d'Argovie fait encore du zèle et il semble qu'on lui en sache gré.

OEILLÈRES

L'hystérie, les sports et la politique

Union soviétique et Jeux olympiques. Dans les journaux, les colonnes «politiques» consacrées à l'événement sont toujours plus nombreuses que les colonnes «sportives». Et pour cause. Dans la dernière «Voix ouvrière», hebdomadaire du Parti du travail, un lecteur, Ed. Gilliéron, dans la rubrique courrier, «n'engageant pas la responsabilité de la rédaction», dénonce comme de juste «la campagne hystérique antisoviétique qui bat son plein». Et de méditer: «(...) La chose que l'on a de la peine à faire croire, c'est que toute cette campagne se fait au profit du peuple afghan, en faveur de ces populations pauvres, souvent ignorantes, qui demandent par les plus progressistes de leurs enfants, à sortir de l'emprise du féodalisme, de leurs difficultés, sinon de leur misère.» Curiosité de ce numéro (27) de la «VO», en dernière page, le même Ed. Gilliéron reprend la plume, cette fois comme correspondant du journal, pour décrire la Spartiakade tchécoslovaque 1980 («Spartiakade, ce mot magique qui fait converger vers la capitale 173 000 sportifs de toutes les régions du pays, entraînant dans leur sillage des centaines de milliers de spectateurs»). Et de conclure dans l'enthousiasme: «(...) Il est tout naturel qu'à ce grand moment de la gymnastique et du sport soit associé le 35e anniversaire de ce grand événement que fut pour le peuple tchécoslovaque sa libération de l'hitlérisme par ses propres enfants et par l'armée soviétique. L'oublier serait faire abstraction du contexte sans lequel cette grande manifestation populaire ne peut se concevoir et se dérouler.» Sport et politique: pour partager la joie des gymnastes à Prague, il fallait manifestement avoir la mémoire sélective en fait de «libération» par les troupes soviétiques. Mais nous voilà bien sûr en pleine hystérie.

COMMERCE

Des Helvètes sur deux tableaux

La Société générale de surveillance (SGS), dont le siège se trouve à Genève, a comme on sait mission de filtrer toutes les importations faites par la Nigeria. Le gouvernement de ce pays en en outre donné l'an dernier à la SGS le mandat de contrôler les prix de tous les produits importés, y compris bien sûr de ceux provenant de Suisse. Dans son dernier rapport annuel, la Société suisse des Industries chimiques s'en indigne, et fait allusions aux «âpres négociations» qu'il a fallu mener pour maintenir un «courant normal» d'expédition à destination de Lagos. Le compromis obtenu, on est toujours à la recherche d'une solution durable.

PRESSE

Chasse gardée à Zurich

Probablement peu nombreux sont les lecteurs de DP qui possèdent une action de la «Neue Zürcher Zeitung» (bénéfice net 0,95 million de francs l'an passé, croissance du tirage en quatre ans: 20 000 exemplaires). Le prix en est élevé, un vrai prix de fantaisie: 9000 francs. En effet, ceux qui possèdent ces actions ne s'en défont pas; au surplus, les titres sont nominatifs et seuls les membres du parti radical du canton de Zurich peuvent en acheter. C'est ce que relevait la «Schweizerische Handelszeitung». Mais que deviendraient ces précieux papiers en cas de décès d'un actionnaire dont les descendants auraient choisi une autre couleur politique? Impossible, direz-vous peut-être. Tout de même: la gangrène rouge aurait-elle déjà attaqué le «NZZ»?